

Chambre des Représentants

SESSION 1981-1982

12 MARS 1982

PROJET DE LOI

étendant l'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse aux mineurs dont les parents, tuteurs ou personnes qui en ont la garde, résident à l'étranger et y sont justiciables de la juridiction militaire belge

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, chambres réunies, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 5 février 1982, d'une demande d'avis sur un projet de loi « étendant l'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse aux mineurs dont les parents, tuteurs ou personnes qui en ont la garde résident à l'étranger et y sont justiciables de la juridiction militaire belge » a donné le 3 mars 1982 l'avis suivant :

Par sa lettre du 4 février 1982, le Président de la Chambre des Représentants a demandé l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, sur la compétence des Chambres législatives par rapport à un projet de loi étendant l'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse aux mineurs dont les parents, tuteurs ou personnes qui en ont la garde résident à l'étranger et y sont justiciables de la juridiction militaire belge (Chambre, 1970-1971, *Doc.* n° 1065/1). Ce projet de loi qui, en son temps, n'a pas été soumis à l'avis du Conseil d'Etat, « vu l'urgence », a été relevé de la caducité par les lois du 3 mars 1972, du 20 juin 1974, du 16 novembre 1977, du 21 mai 1979 et du 5 février 1982.

∴

L'article 1^{er} du projet crée une section au sein de chaque conseil de guerre en campagne, qui est composée d'une ou de plusieurs chambres qui est dénommée « tribunal de la jeunesse ».

Le même article détermine les compétences de cette section, établit certaines règles relatives à l'exercice des fonctions du ministère public et du juge d'instruction, ainsi que la procédure de renvoi devant une autre autorité judiciaire.

Enfin, l'article fait expressément référence aux dispositions du Titre II, chapitre IV, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse pour les déclarer applicables aux nouveaux tribunaux de la jeunesse.

Ce chapitre IV est intitulé « De la compétence territoriale et de la procédure ».

Voir :

198 (1981-1982) — N° 1.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1981-1982

12 MAART 1982

WETSONTWERP

waarbij de toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt uitgebreid tot minderjarigen wier ouders, voogden of personen die er de bewaring over hebben, in het buitenland verblijven en aldaar onder de Belgische militaire rechtsmacht vallen

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, verenigde kamers, de 5^{de} februari 1982 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « waarbij de toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt uitgebreid tot minderjarigen wier ouders, voogden of personen die er de bewaring over hebben, in het buitenland verblijven en aldaar onder de Belgische militaire rechtsmacht vallen », heeft de 3^{de} maart 1982 het volgend advies gegeven :

Bij brief van 4 februari 1982 heeft de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers de Raad van State, afdeling wetgeving, om advies verzocht over de bevoegdheid van de Wetgevende Kamers met betrekking tot een wetsontwerp waarbij de toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt uitgebreid tot minderjarigen wier ouders, voogden of personen die er de bewaring over hebben, in het buitenland verblijven en aldaar onder de Belgische militaire rechtsmacht vallen (Kamer, 1970-1971, *Gedr. St.* n° 1065/1). Dat wetsontwerp is te zijner tijd niet voor advies aan de Raad van State voorgelegd, « gelet op de hoogdringendheid » ; het is van verval ontheven door de wetten van 3 maart 1972, 20 juni 1974, 16 november 1977, 21 mei 1979 en 5 februari 1982.

∴

Artikel 1 van het ontwerp richt in iedere kriegsraad te velde een afdeling op die bestaat uit één of meer kamers en de benaming « jeugdrechtsbank » krijgt.

Hetzelfde artikel bepaalt de bevoegdheden van die afdeling, stelt een aantal regels betreffende de uitoefening van de opdracht van het openbaar ministerie en van de onderzoeksrechter en regelt de rechtspleging inzake verwijzing naar een andere rechterlijke overheid.

Ten slotte verwijst het artikel uitdrukkelijk naar de bepalingen van Titel II, hoofdstuk IV, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, om deze toepasselijk te verklaren op de nieuwe jeugdrechtsbanken.

Dat hoofdstuk IV draagt als opschrift : « Territoriale bevoegdheid en rechtspleging ».

Zie :

198 (1981-1982) — N° 1.

L'article 2 contient des dispositions qui sont de même nature que celles de l'article 1^{er}. Il crée une ou une plusieurs chambres de la jeunesse au sein de la Cour militaire, en détermine la composition et établit certaines règles de procédure.

L'article 3 permet au Roi de créer un comité de protection de la jeunesse dans le ressort de chaque conseil de guerre en campagne lorsque l'intérêt de la jeunesse le requiert. Le même article rend applicables à ces comités les dispositions du Titre I de la loi du 8 avril 1965 et prévoit l'intervention du Ministre de la Défense nationale au lieu du Ministre ayant la santé publique et la famille dans ses attributions, pour la nomination d'un tiers des membres des comités.

L'article 4 rend applicables les articles 64, 69 à 72, 74 à 78, 80 à 86 et 89 de la loi du 8 avril 1965. Ces dispositions font partie du Titre III de la loi, intitulé « Dispositions générales ».

..

Une note déposée par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (N) devant la Commission de la Révision de la Constitution et des Réformes institutionnelles de la Chambre ⁽¹⁾ désigne, en sa deuxième partie, les objets de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, qui, dans l'intention du Gouvernement, sont destinés à demeurer de la compétence des pouvoirs nationaux malgré la compétence de principe attribuée aux Communautés en matière de protection de la jeunesse par l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, du projet de loi spéciale de réformes institutionnelles. Cette répartition n'a plus été remise en question dans la suite des travaux préparatoires de la loi spéciale.

Il résulte de la note que les matières ressortissant au droit judiciaire ne sont pas attribuées à la compétence des Communautés. La note précise ensuite :

« Dans la loi du 8 avril 1965, les éléments suivants relèvent indiscutablement du droit judiciaire :

» 1) l'organisation des tribunaux de la jeunesse et des chambres de la jeunesse des Cours d'appel (art. 7 à 11);

» 2) la compétence territoriale et la procédure (art. 44 à 63).

» Il convient d'utiliser le concept de « droit judiciaire » à l'article 5 du projet de loi n° 434 actuellement en discussion, car ainsi il ne peut y avoir de dissensions sérieuses sur ce qui précède.

» Toutes les dispositions ne figurant pas au Code judiciaire mais relevant du droit judiciaire figurant dans la loi de 1965, restent nationales ».

..

Sur base de la répartition des compétences opérée par la loi spéciale de la manière qui vient d'être indiquée, relèvent certainement par leur objet de la compétence des Chambres législatives les articles 1^{er} et 2 du projet, ainsi que l'article 4 dans la mesure où il rend applicable à l'exécution de la loi en projet les articles de la loi du 8 avril 1965 qui sont eux-mêmes, sans le moindre doute, de la compétence des pouvoirs nationaux.

L'article 3 du projet relatif à l'organisation de comités de protection de la jeunesse dans le ressort des conseils de guerre en campagne soulève une question dont la solution est d'un autre ordre. En effet, la matière dont il s'agit appartient, en principe, à la compétence des Communautés, car elle ne relève d'aucune des exceptions prévues par l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, de la loi spéciale.

Cependant, l'institution de comités de protection de la jeunesse ayant le pouvoir d'exercer une compétence à l'étranger en raison du statut particulier des forces armées belges qui y sont stationnées, est liée à la compétence de l'Etat pour autoriser ce stationnement et pour conclure, à cette fin, les accords internationaux nécessaires.

Une telle constatation suffit, en l'occurrence, à justifier la compétence du législateur national par rapport à l'ensemble du projet.

Cette conclusion ne préjuge pas de la compatibilité du projet avec les obligations internationales de la Belgique et, en particulier, avec le Traité de l'Atlantique Nord.

⁽¹⁾ Rapport fait au nom de cette Commission par MM. le Hardy de Beaulieu et De Grève (Chambre, 1979-1980, Doc. n° 627/10, pp. 63 et suivantes).

Artikel 2 bevat bepalingen van dezelfde aard als die van artikel 1. Het richt één of meer jeugdkamers op in het Militair Gerechtshof, bepaalt de samenstelling ervan en stelt een aantal procedureregels.

Arikel 3 machtigt de Koning om een jeugdbeschermingscomité op te richten in het gebied van elke kriegsraad te velde, wanneer zulks in het belang van de jeugd nodig is. Hetzelfde artikel verklaart de bepalingen van Titel I van de wet van 8 april 1965 op die comités van toepassing en doet, voor het benoemen van een derde van de leden van die comités, de Minister van Landsverdediging in de plaats komen van de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid en het gezin behoren.

Artikel 4 verklaart de artikelen 64, 69 tot 72, 74 tot 78, 80 tot 86 en 89 van de wet van 8 april 1965 toepasselijk. Die bepalingen staan in Titel III « Algemene bepalingen » van de wet.

..

Een nota die door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en van Institutionele Hervormingen (N) werd ingediend bij de Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers voor de herziening van de Grondwet en voor de institutionele hervormingen ⁽¹⁾ wijst in haar tweede deel de onderwerpen van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming aan die, zoals de Regering het ziet, tot de bevoegdheid van het landsgezag moeten blijven behoren ondanks de principiële bevoegdheid, inzake jeugdbescherming aan de Gemeenschappen toegekend door artikel 5, § 1, II, 6^o, van het ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen. Die verdeling is verderop bij de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet onbesproken gebleven.

Uit de nota volgt dat de onder het gerechtelijk recht ressorterende aangelegenheden niet onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen worden gebracht. De nota preciseert vervolgens :

« In de wet van 8 april 1965 zijn duidelijk en onbetwistbaar van gerechtelijk rechtelijke aard :

» 1) de inrichting van de jeugdrechtsbanken en jeugdkamers van de Hoven van Beroep (art. 7 tot en met 11);

» 2) de territoriale bevoegdheid en rechtspleging (art. 44 tot en met 63).

» De Minister meent dat het begrip « gerechtelijk recht » gebruikt moet worden in artikel 5 van het besproken wetsontwerp 434, want zo kunnen er over vorenstaande geen ernstige twistpunten zijn.

» Alle bepalingen die niet voorkomen in het Gerechtelijk Wetboek maar van gerechtelijk rechtelijke aard zijn en voorkomen in de wet van 1965, blijven nationaal ».

..

Op grond van de bevoegdheidsverdeling welke de bijzondere wet op de hiervoor vermelde wijze tot stand heeft gebracht, behoren, wegens hun onderwerp, stellig tot de bevoegdheid van de Wetgevende Kamers de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, alsook artikel 4 in zover het op de uitvoering van de ontwerp-wet toepasselijk verklaart de artikelen van de wet van 8 april 1965 die zelf, zonder de minste twijfel, tot de bevoegdheid van het landsgezag behoren.

In verband met artikel 3 van het ontwerp, dat betrekking heeft op de organisatie van jeugdbeschermingscomités in het gebied van de kriegsraden te velde, rijst een probleem waarvan de oplossing van een andere orde is. De betrokken aangelegenheid behoort immers principieel tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen want zij valt niet onder één van de uitzonderingen bepaald in artikel 5, § 1, II, 6^o, van de bijzondere wet.

Het instellen echter van jeugdbeschermingscomités die in het buitenland een bevoegdheid kunnen uitoefenen wegens het bijzonder statuut van de aldaar gestationeerde Belgische krijgsmacht, houdt verband met de bevoegdheid van de Staat om die stationering toe te staan en daartoe de nodige internationale akkoorden te sluiten.

Met een zodanige vaststelling kan in het onderhavige geval worden volstaan om de bevoegdheid van de nationale wetgever ten aanzien van het gehele ontwerp te wettigen.

Deze conclusie laat in het midden of het ontwerp verenigbaar is met de internationale verbintenissen van België en, in het bijzonder, met het Noord-Atlantisch Verdrag.

⁽¹⁾ Verslag namens die Commissie uitgebracht door de heren le Hardy de Beaulieu en De Grève (Kamer, 1979-1980, Gedr. Stuk n° 627/10, blz. 63 en volgende).

Les chambres étaient composées de
MM. :

H. ADRIAENS, *président*;
P. TAPIE, *président de chambre*;
H. ROUSSEAU,
H. COREMANS,
Ch. HUBERLANT,
Gh. TACQ, *conseillers d'Etat*;
P. DE VISSCHER,
F. RIGAUX,
S. FREDERICQ,
J. GIJSSELS, *assesseurs de la section législation*;

M^{mes} :

M. BENARD, *greffier*;
M. VAN GERREWEY, *greffier assumé*.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. TACQ.

Les rapports ont été présentés par M. E. FALMAGNE et par M. J. HUBREGTSEN, auditeurs.

Le Greffier,
(s.) M. BENARD.

Le Président,
(s.) H. ADRIAENS.

De kamers waren samengesteld uit
de HH. :

H. ADRIAENS, *voorzitter*;
P. TAPIE, *kamervoorzitter*;
H. ROUSSEAU,
H. COREMANS,
Ch. HUBERLANT,
Gh. TACQ, *staatsraden*;
P. DE VISSCHER,
F. RIGAUX,
S. FREDERICQ,
J. GIJSSELS, *assessoren van de afdeling wetgeving*;

Mevrn. :

M. BENARD, *griffier*;
M. VAN GERREWEY, *toegevoegd griffier*.

De overeenstemming tussen de Nederlandse et de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. Gh. TACQ.

De verslagen werden uitgebracht door de H. E. FALMAGNE en door de H. J. HUBREGTSEN, auditeurs.

De Griffier,
(get.) M. BENARD.

De Voorzitter,
(get.) H. ADRIAENS.